

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!

contre-courant

Organe trimestriel de la section à l'étranger de L'Organisation des Fedayin (Minorité)

Dixième année ----- NUMERO 39 -----Juillet 2003

DANS CE NUMERO:

- ? [La répression des femmes est contre toute l'humanité](#)
 - ? [Les révoltes du mois de juin en Iran](#)
-

La répression des femmes est contre toute l'humanité

La République islamique est un régime de répression et de peur et le répéter paraît anodin. Toutefois les politiques de répression de la République islamique ont connu des hauts et des bas. L'on peut dire que le régime de la République a fonctionné comme tous les régimes fascistes. Dès que les gens ont pu ouvrir des brèches, par leur lutte et résistance, pour respirer un peu, le régime a redoublé de vigilance en graissant ses soupapes de sécurité et en renforçant la tyrannie.

Une nouvelle série de répression a touché les militants ouvriers et du mouvement étudiant, des journalistes et même certains " réformateurs " de la faction de Khatami. La situation politique s'est tellement dégradé que le Conseil de la sécurité nationale dirigée par Khatami en personne, le président de l'Assemblée islamique et le ministère de la guidance islamique interviennent afin qu'une lettre des députés au guide suprême du régime ne soit pas publiée. Faut-il rappeler que ladite lettre n'a rien de particulier et est écrite pour l'agrément du régime. La pression est montée à un tel degré qu'un ancien Gardien islamique qui s'appelle Mohsen Sazgara n'a ni le droit d'accorder d'interview aux radios persanophones étrangères, ni celui de quitter le pays. Toutes ces mesures sont prises par des organes qui ont pignon sur rue, entre autres, le ministère du renseignement, le Conseil nationale de la sécurité et le ministère de la guidance islamique. Il se passe d'autres choses dont le ou les responsables sont invisibles ! Un député " réformateur " qui s'appelle Radjab - Ali Mazrouii a voulu faire récemment un discours dans la légalité la plus totale à Machhad. Mais il n'a pas pu franchir la sortie de l'aéroport. Car ses anciens amis, mais toujours fous d'Allah, l'ont encerclé et obligé de reprendre le prochain avion pour rentrer chez lui à Téhéran ! Il y a aussi les Télécommunications qui sont fortement occupées ces jours-ci pour filtrer les sites Internet des groupes de l'opposition afin que les internautes en Iran ne puissent accéder aux informations jugées subversives par la République islamique. Les mêmes Télécommunications prétendent ne pas connaître la source des parasites sur les télévisions par satellites. Apparemment c'est une affaire dont s'occupe directement le guide suprême, l'ayatollah Khamenei. Bref, les deux factions du régime se livrent une course pour plus de tyrannie et de répression.

La répression des femmes par la République islamique attire plus que jamais l'opinion publique. Le régime de la République islamique a toujours augmenté la répression en commençant par imposer de nouvelles restrictions aux femmes, lesquelles sont privées des droits les plus élémentaires en Iran. On dirait que le régime commence par les femmes pour insinuer que s'il est capable de réprimer les femmes, la moitié de la société, alors il l'est pour toute la société.

Le voile islamique obligatoire et l'exclusion sexuelle ont toujours été les champs d'action favoris du régime contre les femmes. Les deux factions sont totalement d'accord sur ces points. Fin mai et début juin, avant qu'une nouvelle vague de répression commence, de nouvelles mesures ont été annoncées en faveur du voile islamique et surtout de son respect. Les femmes sont obligées de porter, l'été comme l'hiver, les manteaux islamiques. Mais les bandes du Hezbollah sont allées dans les magasins qui vendaient des manteaux échangés et de couleurs vives pour les déchirer ou confisquer (rappelons que les femmes sont dans en tout cas obligées de porter des pantalons sous les manteaux). Un mollah s'appelant Baghani, de la Haut cour du pays, a rappelé que selon le verset 31 de la sourate Nour (voulant dire lumière) les importateurs et vendeurs des manteaux ne correspondant pas à la charria (loi islamique) doivent subir de 10 à 20 coups de fouet et les femmes qui les portent de 20 à 40. Par ailleurs, les forces de l'ordre ont envoyé des patrouilles, composées de deux femmes et de trois hommes, dans les rues pour signaler aux femmes qu'elles doivent bien respecter le code vestimentaire islamique. L'on a ensuite annoncé que les femmes n'ont plus le droit de travailler dans les guichets de banques. Le port du tchador a été déclaré obligatoire à l'université de l'imam Sadegh où tous les étudiants sont des étudiantes et tous les personnels sont aussi des femmes. Les hordes du Hezbollah sont allées casser les vitres d'un campus d'étudiantes de la ville de Khoï et déchirer l'écran d'un cinéma à Qum où était projeté le film de la réalisatrice Tahmineh Milani.

Il est évident que toutes ces mesures fascistes du régime de la République islamique sont vouées à l'échec par la résistance des femmes. Il suffit de rappeler quelques décisions du régime concernant le voile islamique durant les années passées.

Après que des dirigeants du régime aient fait des discours sur la nécessité du voile islamique en avril 1986, l'Assemblée a voté une loi pour lutter contre " le non-respect parfait du voile ". Les Gardiens de la contre-révolution islamique ont ensuite envahi les rues arrêtant même des femmes dont ils considéraient " porter mal le voile " islamique. Les hordes du Hezbollah attaquaient les femmes au visage par des lames de cutter ou leur jetaient de l'acide à la figure.

Le 1er mai 1989, les responsables de la République islamique ont publié " les réglementations de la lutte contre le mauvais port du voile ". Elles stipulaient que les Gardiennes doivent arrêter les femmes qui ne portent pas bien le voile. Les tribunaux islamiques devaient les juger en comparution immédiate et les condamner à une amende de 20 000 à 200 000 rials et de 20 à 40 coups de fouets. Les dites réglementations prévoyaient le licenciement provisoire ou définitif des femmes " portant imparfaitement le voile ".

En décembre 1989, le régime a organisé des marches de soutien au voile islamique dans des villes comme Qum, Neychabour, Chahr - e Rey. Des femmes proches du régime donnaient des avertissements aux autres femmes pendant ces marches pour qu'elles respectent parfaitement le voile islamique. Il est opportun de rappeler que ces marches étaient appelées par une organisation qui s'appelle " le collectif des femmes de la République islamique " qui deviendra " réformatrice " quelques années plus tard, sans pour autant rejeter le port obligatoire du voile islamique.

Fin juin 1993, la préfecture de Téhéran a publié un communiqué dans lequel il était question de lutter contre " toutes formes dégénérescences sociales ". L'on a annoncé, en même temps, la constitution des " patrouilles spéciale de guidance islamique " pour faire respecter le voile islamique et pour lutter contre les femmes qui ne le portent pas comme l'islam recommande. Les hordes du Hezbollah sont, une nouvelle fois, descendues dans les rues et ont coupé les mèches de cheveux qui se voyaient. Le pouvoir judiciaire du régime a annoncé une nouvelle fois les " tribunaux spéciaux " pour lutter " contre le mauvais port du voile ".

Le 10 mai 1996, le régime de la République islamique a ajouté un nouvel article au code pénal, déjà entièrement réactionnaire. Cet article prévoit un emprisonnement de 10 jours à 2 mois et une contravention de 50 000 à 500 000 rials pour les femmes qui apparaissent sur les voies publiques sans une bonne tenue du voile islamique.

Les rappels ci-dessus ne sont qu'un résumé des lois, mesures et actes que le régime de la République islamique a faits pour imposer le voile islamique aux femmes. Or ce ne sont pas les lois et forces de répression " légales " au moins légales, comme les bandes du Hezbollah, qui manquent. Ce qui est inexistant est bien le soutien de l'écrasante majorité des femmes d'Iran à ces lois. Car elles ne veulent pas du voile islamique et résistent aux coups de force du régime.

Il n'y a pas que le voile islamique dont le régime impose aux femmes. En Iran les femmes sont privées des droits dont dans beaucoup de pays leur sont reconnu, au moins sur papier. Par exemple les femmes d'Iran n'ont pas le droit de garde des enfants après le divorce. Le régime de la République islamique a emboîté le pas au régime du chah dans ce domaine. Selon les lois islamiques, une femme divorcée doit confier l'enfant à son père ou à la famille du père, dès l'âge de 2 ans pour les garçons et de 7 ans pour les filles. En comparaison, l'article 15 du code civil du régime du chah, revu en 1976, demandait que l'enfant soit confié au père tant que ce dernier est vivant. Selon ce même code, le père avait automatiquement le droit de garde des enfants et si le père venait à mourir, le tribunal devait trancher pour confier l'enfant soit à la mère soit à la famille du père.

L'expérience des deux régimes capitalistes monarchiste et islamique a donné cette grande leçon aux femmes d'Iran qu'elles ne peuvent pas obtenir leurs droits et arrêter toutes les exclusions sans renverser l'ordre social actuel. Peu importe qu'à la tête de cet ordre se trouve un roi ou bien un mollah. L'un se disait " l'ombre de Dieu ", l'autre se dit " le représentant direct de Dieu " et les deux ont réprimé et répriment les femmes, donc l'humanité tout entière. C'est pourquoi le rôle des femmes et surtout les ouvrières et socialistes est d'une importance primordiale dans les futures évolutions de l'Iran. La répression des femmes, la double exclusion et toutes les autres formes d'oppression des femmes sont enracinées dans le système capitaliste machiste d'un côté et l'Etat religieux de l'autre, il faut les ôter.

Les révoltes du mois de juin en Iran

Aux dernières heures du 6 juin 2003, des centaines d'étudiants du campus de Téhéran sont descendus dans les rues pour protester contre la privatisation des universités. Les étudiants du campus de Téhéran, étant toujours à l'avant-garde de tous les centres universitaires, scandaient

: " l'université n'est pas privée - l'étudiant n'est pas à vendre ", " mort aux pilliers des biens publics " ou encore " liberté et justice, voilà ce que demande le peuple " .

Peu de temps a suffi pour que des milliers d'habitants de Téhéran rejoignent la manifestation étudiante ; les habitants qui ont commencé leur soutien par " étudiants, étudiants, nous vous soutenons ". Les voitures ont commencé alors à klaxonner en signe de soutien.

Plus le nombre des participants à la manifestation augmentait, plus les slogans se radicalisaient : " libérez les prisonniers politiques " ou encore " mort à Khamenei, Rafsandjani et Khatami " et " à bas la République islamique " .

Les forces armées du régime sont vite arrivées. Elles ont barré l'avenue Enghelab pour empêcher d'autres personnes rejoindre la manifestation. Des échauffourées ont alors éclaté. Les manifestants ont allumé des feux pour stopper la progression des forces de répression tout en leur jetant des projectiles. Certains bâtiments d'Etat sont devenus des cibles des gens en colère. Des vitres de banques ont volé en éclat.

La manifestation s'est poursuivie le lendemain dans d'autres universités et quartiers de Téhéran. Les jours suivants les villes d'Ispahan, de Chiraz, de Machhad, de Babolsar, de Behchahr, de Kerman, de Yazd, de Hamedan, de Tabriz, de Sannandadj et de plusieurs autres villes sont devenues les scènes de manifestations contre le régime.

Les forces de répression du régime islamique ont tué au moins 5 personnes, blessé des dizaines et arrêté des milliers de manifestants.

De telles manifestations de masses, nationales et avec des slogans si radicaux ne s'étaient jamais passées depuis que la République islamique existe. Elles ont duré 10 jours.

Ce genre de manifestations annonce les prémices de la tempête de la révolution. Les manifestations du mois de juin ont fonctionné comme un thermomètre pour savoir si les gens sont prêts à la révolution. Après une période de luttes éparpillées et un test de différentes formes de combat, vient maintenant celle des mouvements de masses nationaux pour le renversement de la République islamique. Une nouvelle étape d'accroissement des mouvements révolutionnaires arrive. La crise politique est approfondie totalement. Les mécontentements de masses ont pris des dimensions jamais atteintes. La crise économique et les politiques de la classe capitaliste et de son Etat ont créé de telles conditions que les masses laborieuses ne peuvent plus avoir un minimum vital. Les pressions politiques du régime sont devenues insupportables. Un point important est que les masses populaires ne peuvent plus vivre dans les conditions actuelles et supporter la situation présente. Elles sont mécontentes de la situation. Les récentes manifestations ont montré que les masses populaires sont prêtes à risquer leur vie pour changer la situation actuelle.

Elles n'ont aucune confiance en l'amélioration de leur situation dans le cadre de l'ordre existant. Même les masses les moins consciencieuses savent maintenant que les politiques du régime, y compris sa faction " réformatrice ", ont échoué. Elles n'ont plus aucune illusion sur le régime ou quelque faction que cela soit. Les slogans contre Khatami, dans les manifestations de juin, ont tiré le coup de grâce sur le corps sans vie des prétendues réformes gouvernementales.

L'accroissement des protestations de masses, l'échec de toutes les politiques du régime et le fait que chacune de ses factions déclare l'autre responsable de la situation et

l'approfondissement de la crise économique et politique ont encore élargi la fracture de la classe dirigeante. La fracture est devenue tellement importante que certains éléments de la classe dirigeante sortent des rangs du régime pour rejoindre l'opposition bourgeoise. La fracture encore plus grande à venir donne plus de possibilité pour que la colère et le mécontentement des masses détonent.

La situation internationale de la République islamique n'est pas mieux que sa situation intérieure. La situation politique du Proche - Orient a changé en défaveur du régime.

Les grandes puissances mondiales font pression sur le régime pour mener à bien leurs politiques au Proche - Orient et en Iran et pour empêcher la révolution des masses populaires. Malgré leurs contradictions sur le Proche - Orient et surtout sur l'Iran, l'impérialisme américain et les impérialistes européens sont d'accord pour empêcher la révolution en Iran. Car une nouvelle révolution en Iran peut changer beaucoup de données dans les équations proches orientales des impérialistes, surtout que la situation de cette région du monde est en crise, instable et confuse. Les impérialistes font pression sur la République islamique pour mener leurs propres politiques, mais ils savent qu'avec l'existence de la République islamique, ces politiques peuvent se heurter à des difficultés et d'un autre côté une révolution devient de plus en plus probable en Iran. C'est pourquoi ils redoublent leurs pressions sur la République islamique.

Les Etats - Unis sont en train de fabriquer une alternative pour maîtriser le mouvement révolutionnaire des masses populaires d'Iran et en même temps ils coordonnent, pour l'instant, leurs politiques avec celles des puissances européennes pour faire pression sur la faction dominante de la République islamique afin qu'elle accepte certains changements à l'intérieur.

Les puissances européennes font un maximum d'effort pour que le renversement de la République islamique ne soit pas effectif. Elles sont inquiètes pour des milliards d'euros investis en Iran. Elles ont peur que la continuation des politiques actuelles de la République islamique mène à une explosion sociale de telle sorte qu'elles perdent le grand marché d'Iran, plein de profit. Mais cette politique européenne a déjà échoué. Car ni les " réformateurs ", soutenus par les Européens, ont suffisamment de courage pour affronter la faction dominante, ni cette dernière est prête à abandonner le pouvoir, bien que sa situation devienne de plus en plus instable actuellement. La faction dominante croit qu'en cas de cession du pouvoir, ce sera la fin de la République islamique, tout au moins sous sa forme actuelle. C'est bien pour cela que des ailes bourgeoises iraniennes et internationales parlent même de possibilité militaire et de guerre pour renverser la République islamique sans qu'il y ait de révolution. Mais ceci n'est pas pour l'instant le programme des puissances mondiales. Et elle ne le deviendra pas tant que les puissances américaine et européennes sont embourbées dans la guerre d'usure en Afghanistan et en Irak. Elles savent qu'elles auront des difficultés mille fois plus compliquées en Iran par rapport à l'Afghanistan et à l'Irak, des difficultés dont elles ne pourront pas venir à bout.

Bref, malgré les efforts des grandes puissances, il existe une autre éventualité, de plus en plus proche de la réalisation, celle d'une révolution pour renverser le pouvoir actuel.

Les manifestations du mois de juin ont montré que l'éventualité d'une révolution devient petit à petit la plus proche à la réalité et cela alors que la situation intérieure et internationale du régime de la République islamique se dégrade davantage et les pressions sur lui sont plus importantes.

Les manifestations nationales de masses de juin ont déclaré le passage du mouvement de masses à une étape supérieure. Il faut les considérer comme le début d'une série de grèves économiques et politiques de masses qui passeront à la grève politique générale.

Le processus de la lutte de classe et de masses et les expériences des luttes des périodes révolutionnaires montrent qu'en Iran une série de luttes éparpillées deviennent plus organisées d'abord à Téhéran et se propagent ensuite en province et prennent un caractère national. Lorsque le mouvement arrivera à ce stade, il doit opter pour une forme de lutte supérieure. Car l'insuffisance des luttes inorganisées et éparpillées se montre en pratique et la nécessité de passer à l'étape supérieure apparaît. Pour que le mouvement de masses se développe et montre ses nouvelles dimensions, il est indispensable que la classe ouvrière soit sa partie intégrante et fasse sa colonne vertébrale, car elle est la plus nombreuse dans un mouvement de masses. Les ouvriers prennent part individuellement aux manifestations actuelles. Quelques fois des ouvriers d'une ou plusieurs entreprises organisent des manifestations séparément, mais ils ne peuvent pas encore participer aux manifestations actuelles comme une classe et un courant de masses. Les ouvriers ne peuvent pas quitter leur travail tous les jours pour aller manifester dans les rues. Le centre de leur démonstration de force est l'usine et la forme spécifique de leur lutte est la grève. Autrement dit si la forme des luttes doit passer à un stade supérieur pour devenir large, nationale et de masses, elle doit être une forme de lutte ouvrière, c'est-à-dire opter la grève comme la forme principale de lutte. Une série de grèves économiques ou politiques ou une composition des deux tendront vers une grève générale politique. C'est à ce moment-là que les ouvriers participeront comme une classe aux manifestations. Les manifestations et la grève générale politique ou ces deux formes principales de lutte seront poursuivies par une série d'insurrections régionales et d'accrochages armés pour que les conditions d'une insurrection générale et nationale se préparent dans le but de renverser le régime. Le passage des luttes d'une forme à l'autre et toutes sortes de luttes et l'allure du passage des luttes d'une forme inférieure à supérieure dépendent des conditions objectives et subjectives du mouvement et de différents faits qui peuvent les influencer.

Par conséquent, il ne fallait pas attendre que les 10 jours de manifestations de juin 2003 fassent plus qu'elles ne pouvaient. Elles ont fait ce qu'elles devaient faire. Elles ont annoncé une nouvelle étape de la croissance du mouvement et leur caractère révolutionnaire.